

Séminaire économique dans le cadre de la visite d'Etat des souverains espagnols

# Quantité d'intérêts communs

La visite d'Etat des souverains espagnols au Grand-Duché s'est achevée hier sur une note économique. Un séminaire s'est tenu à la Chambre de commerce en vue de présenter les opportunités d'affaires en Espagne et au Luxembourg. Un parterre de *business men*, de juristes, d'acteurs du secteur financier et des institutions européennes a assisté avec intérêt aux conférences.

■ Le dernier jour passé par les souverains espagnols sur le sol luxembourgeois aura été consacré à l'approfondissement des relations économiques entre les deux pays. De fait, la huitième puissance économique mondiale, et également huitième investisseur le plus important, possède de sérieux atouts dans sa manche pour séduire les *business men* luxembourgeois.

Devant un auditoire composé d'hommes d'affaires, de juristes dont certains clients ont des activités en Espagne, d'acteurs du secteur financier et de représentants des institutions économiques européennes, notamment du Fonds d'investissement européen, triés sur le volet, chaque pays a eu l'occasion de présenter ses avantages, notamment fiscaux, et de faire ainsi les yeux doux aux investisseurs po-



Le Grand-Duc et le roi d'Espagne ont assisté à un séminaire économique à la Chambre de commerce

(Photo: Marc Wilwert)

tentiels. De part et d'autre on a affiché une volonté de mieux se connaître, de favoriser et d'intensifier les échanges qui sont pour l'heure prometteurs.

Au menu des réjouissances, une présentation des opportunités économiques et financières des deux pays, un point sur la place financière luxembourgeoise et sur la réglementation du capital à risque et l'environnement fiscal en Espagne, et pour finir, des témoignages d'en-

treprises ayant franchi les frontières (dont Cargolux et BBVA).

## Un éventail d'atouts

Deux chiffres témoignent des atouts hispaniques: avec une croissance du PIB de 3,4 % (2005) bien supérieure à la moyenne européenne et un taux de création d'emploi parmi les plus élevés au monde (l'Espagne représente 40 % des emplois créés dans la zone euro), l'Espagne peut se targuer d'être une

puissance économique stable.

Les intervenants ont également mis en avant l'ouverture du marché espagnol à l'Amérique latine, à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient qui fournit un accès à plus de 1.200 millions de consommateurs.

Quant au régime fiscal, il tend à devenir flexible et moins contraignant pour favoriser les investissements, notamment dans le domaine du capital à risque, tout en transposant la réglementation internationale. Le taux général de l'impôt sur les sociétés de 35 % apparaît moins intéressant qu'au Luxembourg, mais il peut être attractif dans certains cas, en particulier dans le domaine des fonds d'investissement immobiliers (1 %). Pour la TVA le taux général est de 16 %, deux autres taux (réduit et super-réduit) de 7 % et 4 % s'appliquent à certains produits, alors qu'au Luxembourg ils sont respectivement de 3 %, 6 % et 15 %. Aux Canaries, c'est l'impôt général indirect s'élevant à 5 % qui prévaut. Enfin, ce séminaire avait aussi pour but de créer des liens entre entrepreneurs et partenaires. Dans ce sens, quiconque souhaite prendre pied et implanter des activités en Espagne pouvait y rencontrer des représentants de l'agence gouvernementale hispanique «Interès» qui fournit conseils et renseignements utiles adaptés aux intérêts d'affaires de chacun.

■ Hélène Doub